



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article1981>

Contribution de l'ÉÉ à l'entrée du CDFN (Oct 2015)

- FSU -



Description :

On a tous en tête les images, passées en boucle par les médias, d'un cadre d'Air France sans chemise, fuyant devant des salarié-es en colère.

Des images ressassées, et dont le message est avant tout celui de faire oublier la violence sociale continue subie par les salariés, exprimée ici avec colère.

Des salarié-es qui ne comprennent pas et refusent que l'on supprime 2900 postes dans leur entreprise, alors que celle-ci fait des profits. Des salarié-es qui se trouvent impuissants devant l'abstraction des intérêts financiers et qui s'en prennent à leur seul interlocuteur, le DRH.

L'École Émancipée

On a tous en tête les images, passées en boucle par les médias, d'un cadre d'Air France sans chemise, fuyant devant des salarié-es en colère. Des images ressassees, et dont le message est avant tout celui de faire oublier la violence sociale continuelle subie par les salariés, exprimée ici avec colère. Des salarié-es qui ne comprennent pas et refusent que l'on supprime 2900 postes dans leur entreprise, alors que celle-ci fait des profits. Des salarié-es qui se trouvent impuissants devant l'abstraction des intérêts financiers et qui s'en prennent à leur seul interlocuteur, le DRH.

Parce qu'en fait d'interlocuteur, il n'y en a plus : le Â« dialogue social Â» est ici une sinistre farce dans laquelle les rôles sont écrits et distribués d'avance par la direction et le gouvernement.

Les salarié-es, s'ils sont Â« responsables Â», doivent accepter sans broncher un plan de restructuration qui met leur vie en péril, alors que celle de l'entreprise se porte bien !

L'état actionnaire d'Air France aurait pu jouer une autre rôle dans la pièce, ne pas se placer du côté de la direction. Mais Valls connaît bien son texte : sans surprise, en traitant les salariés de Â« voyous Â», il renvoie bien la question sur le terrain de la lutte des classes, fait écho à ses déclarations d'amour à l'entreprise et à ses projets de destruction du droit du travail.

Il renforce les politiques de « criminalisation » du mouvement social, versant répressif de la médaille du « TINA » français.

Quant aux syndicats, au plan national, et même ceux sur une orientation de transformation sociale, ils ne relaient pas assez ce combat, ne contribuant pas à bloquer l'offensive médiatique, sociale et politique contre des salarié-es en lutte.

Ce qui renvoie aux difficultés que rencontre le syndicalisme en ce moment pour faire obstacle au libéralisme et faire valoir l'intérêt des salarié-es. Il va falloir pourtant se mobiliser unitairement contre la répression qui menace les salarié-es d'Air France.

Au niveau des mobilisations, la situation est contrastée.

Les hésitations, voire les évitements des différentes organisations syndicales autour de la question du 8 octobre, l'absence de volonté commune de construire une mobilisation de taille, avec appel national à la grève, n'a pas aidé à mobiliser dans un contexte déjà très difficile.

Cependant, la journée a vu quand même des manifestations significatives affirmant le refus des salarié-es de la situation qui leur est faite.

Nous sommes dans un contexte où les actions plus « sectorielles » sont davantage investies par les salarié-es, sans parvenir à déboucher sur un mouvement large qui les ferait converger.

La hauteur de l'affrontement à organiser sur le terrain interprofessionnel explique sans doute cela, comme l'absence de véritable alternative crédible pour la masse des salarié-es.

Lire la suite dans le fichier joint.